



MISSION ÉCONOMIQUE DE LA FRANCOPHONIE

DJIBOUTI • 6 - 8 OCTOBRE 2026

SOMMAIRE

03 AVANT-PROPOS

06 MISSION ÉCONOMIQUE DE LA FRANCOPHONIE À DJIBOUTI

06 L'ESPACE ÉCONOMIQUE FRANCOPHONE

08 SECTEURS CIBLES

14 PROGRAMME INDICATIF

15 MODALITÉS DE PARTICIPATION

16 CALENDRIER

16 PARTENAIRES

17 CONTACTS

AVANT-PROPOS

L'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) organise, en collaboration avec les autorités djiboutiennes, une mission économique à Djibouti, du 6 au 8 octobre 2026.

Depuis 2022, cet événement vise à renforcer les partenariats économiques et les investissements dans l'espace francophone, et à promouvoir les pays francophones comme destinations attractives pour les investissements directs étrangers, conformément à la Stratégie économique pour la Francophonie 2020-2030.

Cette mission conduite par Son Excellence Madame Louise MUSHIKIWABO, Secrétaire générale de la Francophonie, proposera un programme orienté vers la concrétisation d'affaires intra-francophones qui inclura un forum économique de haut niveau, des rencontres personnalisées entre entreprises, experts, acteurs publics et privés, des visites de sites stratégiques et d'entreprises industrielles locales, ainsi que des opportunités de réseautage.

L'objectif est de permettre aux entreprises participantes de tous les continents francophones – Afrique, Amériques, Asie, Caraïbes, Europe, Moyen-Orient et océan Indien – de profiter des opportunités d'affaires et d'investissement offertes par Djibouti, un carrefour stratégique des routes commerciales internationales en Afrique de l'Est, qui ne sont pas encore pleinement exploitées à ce jour.

L'inscription est ouverte aux entreprises issues de tout État et gouvernement membre de la Francophonie, qu'il soit membre de plein droit, associé ou observateur. L'OIF procédera à la sélection sur la base de critères tels que l'engagement à l'international, la qualité des projets soumis, ainsi que l'adéquation avec les secteurs économiques retenus.

Les secteurs économiques choisis pour cette mission, en concertation avec les autorités djiboutiennes, incluent :

1. **Les activités de transport de marchandises et de logistique**, avec notamment la mise en avant des ports et des zones franches de Djibouti ;
2. **Le secteur du numérique**, avec un focus sur les opportunités liées aux câbles sous-marins (télécommunications, cybersécurité et centres de données) ;
3. **Les énergies renouvelables**, avec une attention portée sur le déploiement et la maintenance de parcs éoliens et photovoltaïques.
4. **Le secteur de la santé**, avec la fourniture d'équipements hospitaliers et de médicaments et les services de santé connectée ;
5. **Le tourisme durable**, et en particulier les acteurs de l'écotourisme et les agences spécialisées dans l'établissement de circuits.



Une plateforme logistique internationale attractive

La République de Djibouti, qui compte 1 million d'habitants francophones, se positionne aujourd'hui comme un pôle incontournable pour le commerce maritime et la connectivité régionale en Afrique de l'Est.

Grâce à son emplacement à l'entrée de la mer Rouge et du golfe d'Aden, Djibouti est un point de convergence pour les routes commerciales liant l'Afrique, le Moyen-Orient, l'Europe et l'Asie.

C'est le point central d'une offre attractive de transport de fret multimodal, qui combine voie maritime, acheminement terrestre et transport aérien (avec plus de 28 destinations aéroportuaires finales proposées à travers l'Afrique et au-delà).

Une porte d'entrée vers des marchés régionaux de grande envergure

Le pays dispose d'une façade maritime de 370 kilomètres. Celle-ci sert de principal débouché maritime à l'Éthiopie, pays voisin de 130 millions d'habitants, enclavé sans accès à la mer : 95 % des exportations et 80 % des importations éthiopiennes transitent par les ports djiboutiens.

Le corridor terrestre « Éthiopie-Djibouti », en phase d'achèvement, permet le développement des échanges grâce à des infrastructures rinnovées et à une gouvernance adaptée, incluant notamment une ligne ferroviaire, une autoroute récente, un poste frontière à guichet unique, des accords sectoriels, etc.

Cette initiative stratégique de corridor, appuyée par l'aide internationale, continue de s'étendre à d'autres pays et territoires enclavés de la région – notamment le Sud-Soudan, l'Ouganda et à moyen terme le Rwanda – contribuant à faire de Djibouti la porte d'entrée de la Corne de l'Afrique.

À cela, il faut ajouter que Djibouti est l'un des 21 gouvernements membres du COMESA (le marché commun de l'Afrique orientale et australe), zone de libre-échange, qui rassemble plus de 600 millions d'habitants, et vise une intégration douanière et monétaire.

Un dispositif de zones franches mondiales à très fort impact incitatif

Enfin, Djibouti a développé des zones franches à proximité de ses ports, en particulier la « DIFTZ » (Djibouti International Free Trade Zone), qui accueille sur une surface de 50 km² plusieurs centaines d'entreprises dans un parc industriel intégré (c.-à-d. entreposage, guichet unique administratif, procédures douanières accélérées, etc.). Les entreprises présentes y bénéficient d'une exonération fiscale totale (participation étrangère autorisée à 100 %, libre rapatriement du capital et des bénéfices, exonération totale des impôts directs et indirects pendant 50 ans).

Pour les entreprises francophones internationales, la position géostratégique unique de Djibouti et ces initiatives constituent autant d'opportunités d'accès et de distribution très attractives en direction de marchés vastes et en fort développement en Afrique de l'Est.

Un contexte favorable pour les investisseurs

Djibouti jouit d'une stabilité politique, sécuritaire et sociale. Ces dernières années, Djibouti a enregistré une croissance soutenue et durable de 7 % en moyenne par an, principalement liée aux investissements directs étrangers dans les domaines des infrastructures de transport et de la logistique.

Ces investissements ont été rendus possibles, grâce notamment à la parité fixe entre le franc djiboutien et le dollar américain, qui permet de contenir l'inflation (<2 %) et de maintenir la confiance des investisseurs étrangers. Grâce à des réformes ambitieuses, le climat des affaires y est devenu très attractif. Djibouti est classé à la 2^e place de la liste des 192 pays évalués en matière de protection des investisseurs et parmi les 10 meilleurs pays réformateurs en la matière.

Mais, Djibouti reste confronté à des défis persistants de développement d'une économie suffisamment diversifiée et d'adaptation au dérèglement climatique. Pour accélérer sa transformation, Djibouti s'est engagé dans la diversification de ses moteurs de croissance.

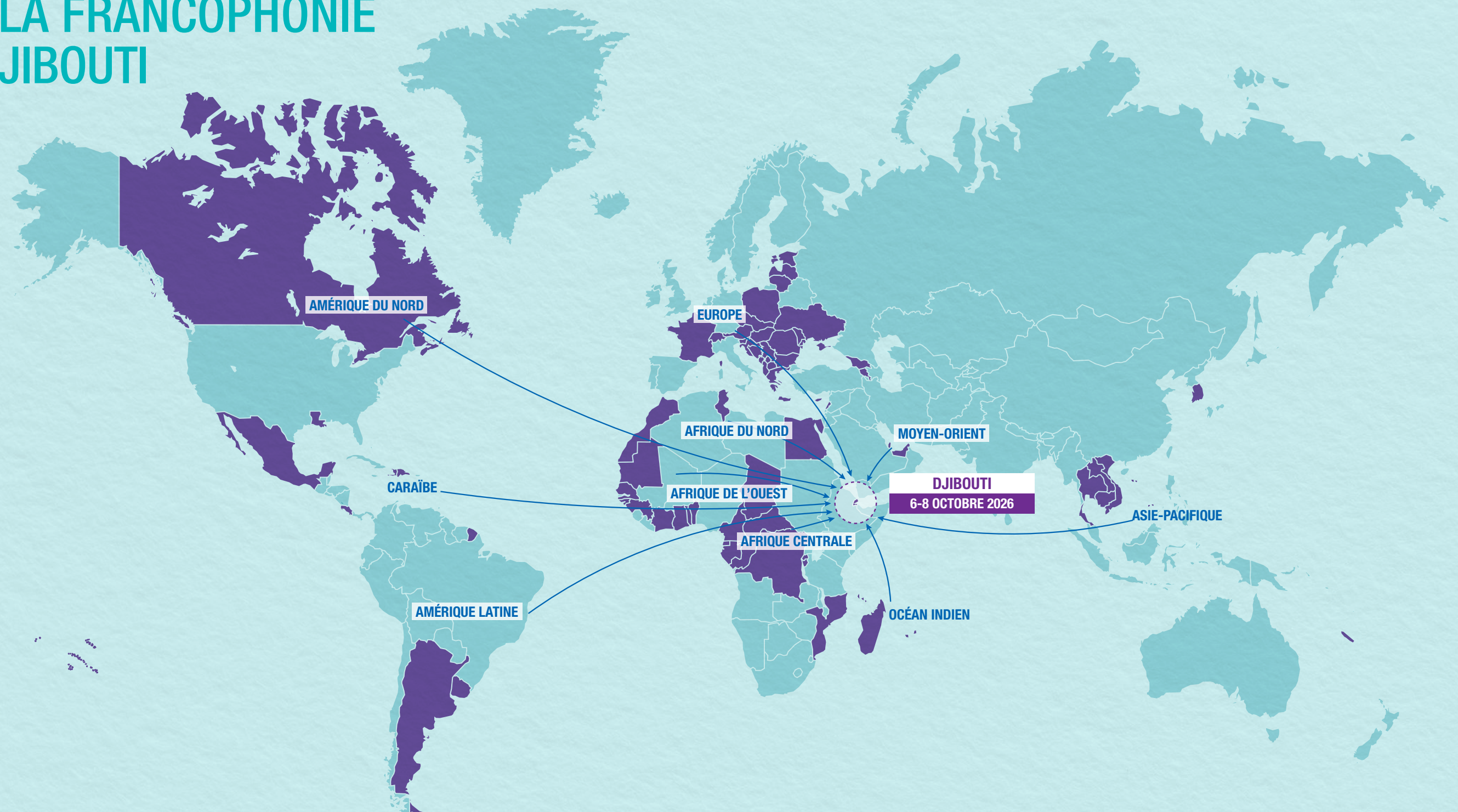
Une économie en marche vers une diversification vertueuse

La Vision Djibouti 2035 met en avant l'ambition de transformer le pays en centre économique, commercial et financier intégré, en diversifiant les secteurs clés et en attirant davantage de partenaires internationaux. Cela se traduit par des réformes structurelles, l'amélioration constante du climat des affaires et la promotion de nouveaux secteurs à fort potentiel de création de richesses et de valeur ajoutée.

Concrètement, le pays poursuit le développement de la logistique portuaire, affiche une forte ambition dans les énergies renouvelables afin de réduire le prix de l'accès à l'énergie à des niveaux abordables, met l'accent sur le développement des services numériques professionnels en lien avec sa place de carrefour de câbles sous-marins, et affiche des ambitions dans le tourisme durable, pour tirer profit de son capital naturel bien préservé.

La mission économique de l'OIF, plateforme d'échanges, de prospection et de partenariats entre entreprises francophones en quête de croissance à l'international, apportera sa contribution à la mise en œuvre de la stratégie de développement du pays, offrant d'une part opportunités commerciales et d'investissement aux entreprises participantes, et d'autre part, projets générateurs d'emplois et de compétences, notamment en faveur des jeunes et des femmes, au pays hôte de la mission.

MISSION ÉCONOMIQUE DE LA FRANCOPHONIE À DJIBOUTI



L'ESPACE ÉCONOMIQUE FRANCOPHONE REPRÉSENTE



90 États et gouvernements
répartis sur 5 continents



17,5 %
de la population mondiale



16,5 %
du produit national brut mondial



20 % du commerce mondial
des marchandises



14 % des réserves mondiales de
ressources minières et énergétiques



3^e langue des affaires et
4^e langue utilisée sur Internet

SECTEURS CIBLES

TRANSPORT & LOGISTIQUE



Le transport et la logistique constituent l'ossature du modèle économique djiboutien, fondé sur une combinaison rare en Afrique de l'Est : ports en eau profonde, corridors routiers et ferroviaires, liaisons aériennes et écosystème de zones franches connectées aux terminaux.

La connectivité terrestre se structure autour du corridor ferroviaire électrifié Addis-Abeba – Djibouti (750 km), qui vise à accroître la part modale du rail dans le transit régional.

Zones franches : un levier d'implantation (focus DIFTZ)

Pour les entreprises participantes à la mission, l'intérêt de Djibouti ne se limite pas au transit : l'enjeu est aussi de capter davantage de valeur ajoutée (entrepôtage, assemblage léger, reconditionnement, distribution régionale, services logistiques) via les zones franches connectées aux 8 ports spécialisés.

Elles constituent notamment une plateforme stratégique et compétitive pour les acteurs de l'agroalimentaire – centrales d'achat, distributeurs, transformateurs – souhaitant structurer une base régionale vers le marché éthiopien, un

marché caractérisé par une forte demande en biens de consommation courante.

La Djibouti International Free Trade Zone (DIFTZ), projet conçu pour être la plus grande zone franche d'Afrique, situé à proximité immédiate des principaux ports, est la pièce maîtresse de ce dispositif. Elle accueille déjà près de 500 entreprises venant de plus de 30 pays.

L'intérêt pour une entreprise est d'y envisager une base régionale « port–zone franche–corridor » combinant procédures et services logistiques au plus près des terminaux, avec un cadre incitatif typique des zones franches, incluant des exonérations fiscales significatives.

ATOUTS CLÉS

- Rôle régional : 90 % du commerce éthiopien transite par Djibouti
- Corridor ferroviaire : ligne électrifiée d'environ 750 km
- DIFTZ (implantation) : projet annoncé à 4 800 ha à terme, à proximité des ports
- Incitations (zones franches) : exonérations fiscales

POURQUOI VISITER LA DIFTZ PENDANT LA MISSION ?

- Évaluer l'éligibilité et le modèle d'implantation (licences, conformité douanière, accès aux marchés...)
- Clarifier le cadre incitatif et les coûts réels
- Comprendre les services opérationnels disponibles
- Identifier des partenaires et opportunités concrètes

Objectif pour les entreprises participantes : repartir avec une feuille de route d'implantation (conditions, coûts, calendrier, contacts clés) et décider, à court terme, d'un pilote ou d'une installation au sein de la DIFTZ.

SERVICES NUMÉRIQUES



Djibouti est une plateforme régionale de transit de données en étant le point d’atterrissage de 11 câbles sous-marins et de 2 câbles terrestres. Djibouti bénéficie d’une capacité de connectivité internationale allant jusqu’à 1 643 Gbit/s dont seulement 39 % sont utilisés par le pays.

Djibouti veut profiter de cet avantage unique pour devenir un hub technologique régional en mettant en place, grâce à un fort soutien de la Banque Mondiale, des initiatives publiques comme « Horizon Fiber », « Djibouti Fondement Numérique » ou « Smart Nation » et en privilégiant le développement de services numériques à forte valeur ajoutée comme l’e-gouvernement, l’e-commerce ou la télémédecine.

Bien que des défis persistent en matière de coûts, de couverture et de qualité des services, les opportunités de développement de services numériques (plateformes sectorielles, fintech, services en ligne, e-santé, etc.) sont considérables.

ATOUTS CLÉS

- 65 % de la population connectée à Internet, avec l’objectif d’atteindre 100 % de couverture d’ici 2027
- Positionnement comme hub de connectivité avec les câbles sous-marins et terrestres
- Implantation depuis 2013 du premier centre de données neutre pour les opérateurs de niveau 3¹ en Afrique de l’Est et lancement depuis novembre 2024 de la construction d’un deuxième centre de données, couplé à un parc technologique
- 17^e place pour l’indice de développement des TIC de l’Union internationale des télécommunications (UIT) en 2024

ÉNERGIES RENOUVELABLES



La transition énergétique est une priorité stratégique pour Djibouti, qui cherche à réduire les coûts d’électricité en diversifiant son mix énergétique et en exploitant son fort potentiel en ressources renouvelables (éolien, solaire, géothermie).

Le parc éolien de Ghoubet, d’une capacité d’environ 60 MW, constitue déjà un jalon important dans l’intégration des énergies propres au mix énergétique national. Avec une extension prévue de 45 MW, le parc a vocation à produire plus de 50 % de la production énergétique de Djibouti.

Par ailleurs, des projets solaires, comme la future centrale photovoltaïque de Grand Bara (25 MW), sont en cours de développement, renforçant la diversification des sources d’énergie.

Selon les plans nationaux, l’objectif est de tendre vers une énergie entièrement renouvelable à l’horizon 2030-2035, soutenant à la fois la durabilité environnementale et l’attractivité des investissements verts.

ATOUTS CLÉS

- Projet éolien de 60 MW à Ghoubet comme première grande installation
- Projet solaire de 25 MW à Grand Bara en développement
- 1 000 MW de potentiel géothermique
- Objectif national d’énergie 100 % renouvelable à l’horizon 2035

1. Il s’agit généralement des fournisseurs locaux qui ont un portefeuille de clients plus réduit et qui achètent une plus petite partie du transit IP par l’intermédiaire d’un fournisseur de niveau 2 pour éviter des coûts élevés liés à un accès direct à un FAI de niveau 1.

SANTÉ



Le secteur de la santé à Djibouti est en voie de modernisation, à la fois via le renforcement des capacités du système de soins, et par l'arrivée de nouvelles infrastructures et solutions numériques.

Dans cette trajectoire, l'Hôpital Al Shifa (220 lits, 500 patients/jour) – inauguré le 28 octobre 2025 et financé par la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) – constitue un jalon important avec un plateau technique et des spécialités telles que la cardiologie, l'oncologie, la neurochirurgie et l'urologie. Il intègre aussi des espaces (amphithéâtres, dispositifs de formation à distance) le positionnant comme un potentiel hôpital régional universitaire.

Parallèlement, l'écosystème de santé numérique émerge : par exemple, l'entreprise djiboutienne d'e-santé Medyc a déployé un programme de suivi du diabète via une application mobile, offrant téléconsultation, soins à domicile et suivi glycémique.

Ces évolutions ouvrent des opportunités concrètes en équipements et maintenance biomédicale, fourniture de médicaments, télémédecine, formation médicale à distance, et gestion de parcours patients.

ATOUPS CLÉS

- Infrastructures : Hôpital Al Shifa inauguré en octobre 2025 (CNSS), 32 000 m², 150 lits extensibles à 220, capacité de 500 patients/jour
- Santé numérique : Plusieurs plateformes digitales mises en place comme Sormas pour la surveillance épidémiologique, Msupply pour l'approvisionnement des médicaments ou DHIS 2 pour la gestion de l'information sanitaire
- Opportunités : fourniture de médicaments, télémédecine & dispositifs connectés, digitalisation des établissements, cybersécurité & données de santé, formation continue, équipements hospitaliers & services d'ingénierie biomédicale

TOURISME DURABLE



Le tourisme durable constitue un potentiel de croissance important pour Djibouti, qui dispose d'atouts naturels remarquables : lagons cristallins, massifs volcaniques, biodiversité marine, lacs salés et un patrimoine culturel exceptionnel.

Le développement touristique s'articule autour d'un modèle respectueux de l'environnement et des communautés locales, avec des initiatives en faveur de l'écotourisme, d'expériences culturelles authentiques et d'activités sportives en milieu naturel.

Le tourisme est également inscrit comme un secteur stratégique dans les plans de développement national, cherchant à augmenter progressivement le nombre de visiteurs internationaux tout en préservant les ressources naturelles et culturelles.

ATOUPS CLÉS

- Richesse naturelle exceptionnelle favorisant l'écotourisme
- Approche durable intégrée aux stratégies nationales de développement touristique
- Objectif d'attirer 500 000 touristes par an d'ici 2035
- Opportunités pour des activités haut de gamme et respectueuses de l'environnement, la construction des infrastructures, le développement des transports balnéaires et terrestres ou la formation aux métiers du tourisme et de l'hôtellerie

PROGRAMME INDICATIF

Mardi 6 octobre 2026

Matinée

- Cérémonie d'ouverture officielle
- Conférence principale

Midi

- Déjeuner - réseautage

Après-midi

- 1^{re} Session de rencontres d'affaires entre entreprises (B2B) incluant les possibilités de consultation d'experts / services professionnels

Soirée

- Réception offerte par le Gouvernement de Djibouti

Mercredi 7 octobre 2026

Matinée

- Session "Faire des affaires avec et à Djibouti"
- Ateliers sectoriels simultanés : transport/logistique, numérique et énergies renouvelables

Midi

- Déjeuner - réseautage

Après-midi

- 2^e Session de rencontres d'affaires entre entreprises (B2B) incluant les possibilités de consultation d'experts / services professionnels
- Cérémonie de signature (accords de partenariat, lancement de projets, etc.)

Soirée

- Cocktail - réseautage offert par l'OIF

Jeudi 8 octobre 2026

Matinée

- Visites d'entreprises locales

Après-midi

- Parcours mixtes : Visites culturelles/touristiques et opportunités d'affaires/investissement

Soirée

- Départ

MODALITÉS DE PARTICIPATION



PARTICIPANTS

La mission économique de la Francophonie à Djibouti est ouverte à toute entreprise ayant une maturité à l'international et à tout organisme d'appui au développement à l'international des entreprises, originaire d'un État et gouvernement membre, membre associé ou observateur de l'OIF, opérant dans l'un des secteurs économiques suivants : transport/logistique, numérique, énergies renouvelables, santé et tourisme durable.

ENTREPRISES

Chefs d'entreprises,
Responsables développement
international / export, Responsables
affaires publiques, Responsables
transport & logistique.

INSTITUTIONS

Réseaux économiques francophones,
Agences de promotion des
Investissements / Exportations,
Chambres de Commerce, Groupements
patronaux, Fédérations professionnelles.

AUTRES
DONNEURS D'ORDRE,
BANQUIERS, ETC.

Les dossiers de candidature sont à déposer avant le 17 avril 2026 sur la plateforme dédiée à la Mission : <https://missions-economiques.djibouti.francophonie.org>.

L'OIF procédera à la sélection des participants avec l'appui d'experts indépendants, sur la base de critères tels que l'engagement à l'international, la qualité des projets soumis, ainsi que leur adéquation avec les secteurs économiques stratégiques retenus. La représentativité géographique, la promotion de l'égalité femme-homme et de la jeunesse seront aussi prises en considération.



FRAIS

L'OIF et le Gouvernement de Djibouti prendront en charge, de concert avec leurs partenaires, les frais de participation suivants pour tous les participants internationaux sélectionnés pendant la Mission : services de conférence, restauration, accompagnement expert des entreprises, visites de sites et transport local en bus.

L'OIF prendra en charge :

- Le transport international pour un nombre limité d'entreprises (à raison d'une personne par entreprise) issues de pays en développement et choisies pour le caractère innovant et les perspectives de leurs projets, sur présentation de rapports financiers certifiés.
Tous les autres participants internationaux prennent en charge leur transport international ;
- L'hébergement des entreprises sélectionnées venant de pays en développement, à raison d'une personne par entreprise.
Tous les autres participants internationaux prennent en charge leur hébergement.

Tous les autres frais sont à la charge des participants internationaux.



CALENDRIER

23 FÉVRIER 2026	Ouverture du dépôt des candidatures des participants internationaux
17 AVRIL 2026	Clôture du dépôt des candidatures des participants internationaux
18 AVRIL - 15 MAI 2026	Sélection et notification des participants internationaux
23 OU 24 JUIN 2026	1 ^{re} Session de rencontres d'affaires B2B en ligne
6 - 8 OCTOBRE 2026	Tenue de la Mission économique à Djibouti
NOVEMBRE 2026	2 ^e Session de rencontres d'affaires B2B en ligne
HORIZON 2028	Mission retour / concrétisations d'affaires

PARTENAIRES



Secrétariat d'État
chargé des Investissements
et du Développement
du Secteur Privé - Djibouti



Ministère des Affaires
étrangères et de la
Coopération internationale,
Porte-parole du
Gouvernement



Agence Nationale
pour la Promotion des
Investissements - Djibouti



Chambre de Commerce
de Djibouti



contact@patronats-francophones.org



egillot@cci-paris-idf.fr



contact@ffa-int.org



saranfofana7@gmail.com

CONTACTS

À ADDIS ABEBA

(PARTICIPANTS D'AFRIQUE):

Représentation de l'OIF auprès de l'Union Africaine
et couvrant Djibouti

Courriel : rpua@francophonie.org

À LOMÉ

(PARTICIPANTS D'AFRIQUE DE L'OUEST):

Représentation de l'OIF
pour l'Afrique de l'Ouest

Courriel : repao@francophonie.org

À LIBREVILLE

(PARTICIPANTS D'AFRIQUE CENTRALE):

Représentation de l'OIF
pour l'Afrique centrale

Courriel : repac@francophonie.org

À ANTANANARIVO

(PARTICIPANTS DE L'OCÉAN INDIEN):

Représentation de l'OIF
pour l'océan Indien

Courriel : repoi@francophonie.org

À TUNIS

(PARTICIPANTS D'AFRIQUE DU NORD):

Représentation de l'OIF
pour l'Afrique du Nord

Courriel : repa@francophonie.org

À BRUXELLES

(PARTICIPANTS D'EUROPE OCCIDENTALE):

Représentation de l'OIF
auprès de l'Union européenne

Courriel : rpue@francophonie.org

À GENÈVE

(PARTICIPANTS D'EUROPE OCCIDENTALE):

Représentation de l'OIF
auprès des Nations Unies et de l'OMC

Courriel : rpgv@francophonie.org

À BUCAREST

(PARTICIPANTS D'EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE):

Représentation de l'OIF
pour l'Europe centrale et orientale

Courriel : repeco@francophonie.org

À QUÉBEC

(PARTICIPANTS D'AMÉRIQUE DU NORD):

Représentation de l'OIF
pour les Amériques

Courriel : repam@francophonie.org

À BEYROUTH

(PARTICIPANTS DU MOYEN-ORIENT):

Représentation de l'OIF
pour le Moyen-Orient

Courriel : repmo@francophonie.org

À HANOÏ

(PARTICIPANTS D'ASIE ET DU PACIFIQUE):

Représentation de l'OIF
pour l'Asie et le Pacifique

Courriel : repap@francophonie.org

À PORT-AU-PRINCE

(PARTICIPANTS DE CARAÏBE ET D'AMÉRIQUE LATINE):

Représentation de l'OIF
pour les Caraïbes

Courriel : repcal@francophonie.org

À PARIS

(POUR TOUS LES AUTRES PARTICIPANTS):

Direction de la Francophonie économique
et numérique (coordination générale)

Courriel : missions-economiques@francophonie.org

L'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) est une institution fondée sur le partage d'une langue, le français, et de valeurs communes. Elle rassemble 90 États et gouvernements.

Le rapport sur la langue française dans le monde, publié en 2022, établit à plus de 321 millions le nombre de locuteurs de français. Présente sur les cinq continents, l'OIF mène des actions politiques et de coopération dans les domaines prioritaires suivants : la langue française et la diversité culturelle et linguistique ; la paix, la démocratie et les droits de l'Homme ; l'éducation et la formation ; le développement durable et la solidarité. Dans l'ensemble de ses actions, l'OIF accorde une attention particulière aux jeunes et aux femmes, ainsi qu'à l'accès aux technologies de l'information et de la communication.

La Secrétaire générale conduit l'action politique de la Francophonie, dont elle est la porte-parole et la représentante officielle au niveau international. Louise Mushikiwabo a été élue à ce poste lors du XVII^e Sommet de la Francophonie, en octobre 2018, à Erevan (Arménie). Elle a été reconduite dans ses fonctions lors du XVIII^e Sommet de la Francophonie, en novembre 2022, à Djerba (Tunisie).

53 ÉTATS ET GOUVERNEMENTS MEMBRES

Albanie • Andorre • Arménie • Belgique • Bénin • Bulgarie • Burundi • Cabo Verde • Cambodge • Cameroun • Canada • Canada–Nouveau-Brunswick • Canada–Québec • Centrafrique • Chypre • Comores • Congo • Congo (RD) • Côte d'Ivoire • Djibouti • Dominique • Égypte • France • Gabon • Ghana • Grèce • Guinée • Guinée-Bissau • Guinée équatoriale • Haïti • Laos • Liban • Luxembourg • Macédoine du Nord • Madagascar • Maroc • Maurice • Mauritanie • Moldavie • Monaco • Roumanie • Rwanda • Sainte-Lucie • Sao Tomé-et-Principe • Sénégal • Seychelles • Suisse • Tchad • Togo • Tunisie • Vanuatu • Vietnam • Wallonie-Bruxelles (Fédération)

5 MEMBRES ASSOCIÉS

Émirats arabes unis • France–Nouvelle-Calédonie • Kosovo • Qatar • Serbie

32 OBSERVATEURS

Angola • Argentine • Autriche • Bosnie-Herzégovine • Canada–Nouvelle-Écosse • Canada–Ontario • Chili • Corée du Sud • Costa Rica • Croatie • Dominicaine (République) • Estonie • France–Polynésie française • Gambie • Géorgie • Hongrie • Irlande • Lettonie • Lituanie • Louisiane • Malte • Mexique • Monténégro • Mozambique • Pologne • Sarre (Land de) • Slovaquie • Slovénie • Tchèque (République) • Thaïlande • Ukraine • Uruguay

ORGANISATION INTERNATIONALE DE LA FRANCOPHONIE

19-21, avenue Bosquet, 75007 Paris – France
Tél. : +33 (0)1 44 37 33 00

